

Un nouveau gouvernement : un nouvel accord pour un développement durable ?

Il semblerait que nous soyons sur la bonne voie vers un nouveau gouvernement fédéral. Le travail ardu visant à élaborer un accord de gouvernement commence maintenant. Tout le monde espère que cet accord pourra apporter des réponses aux différentes crises et défis sociaux d'aujourd'hui et de demain. Le contexte international n'est certes pas simple, mais nous devons faire des choix progressistes qui mettront notre pays sur la voie d'un avenir durable et équitable.

Le monde occidental, et en particulier l'Union européenne, est aujourd'hui encore confronté à une crise financière profonde, ainsi qu'à des problèmes économiques et sociaux. Les difficultés actuelles ne peuvent certainement pas être ramenées à quelques incidents conjoncturels. Au contraire, elles mettent à nu les zones les plus fragiles de notre modèle de société actuel.

C'est pourquoi, nous attendons avec beaucoup d'intérêt les choix socio-économiques et sociétaux qui seront proposés dans le cadre du nouvel accord de gouvernement fédéral. Quelles que soient les décisions prises, il faudra une vision de l'avenir qui soit cohérente et soutenue par des politiques appropriées, car nous devons nous engager sur de nouvelles voies. Cela signifie évidemment qu'il convient de veiller à la santé du budget, mais il est tout aussi important d'envisager les aspects économiques, écologiques, sociaux, ainsi que la dimension Nord/Sud de la politique à mener. Chaque option politique devra être évaluée à la lumière de ces aspects. Ce n'est donc plus le temps des décisions politiques fragmentées, ne tenant compte que de problèmes partiels et spécifiques et perdant de vue la cohérence globale, au risque parfois même de conduire à des antagonismes et contradictions. Il faut veiller à la cohésion des décisions prises. D'autre part les conséquences de ces décisions, par delà les frontières de l'espace et du temps doivent également être prises en compte. Nous devons contribuer à ce que chacun puisse avoir une vie plus riche en opportunités, chez nous mais également ailleurs dans le monde, et pour les générations qui viendront après nous. Une telle politique s'intitule le '*développement durable*'. Pour le mettre en œuvre, la Belgique a développé un ensemble d'instruments que le gouvernement doit respecter.

Ainsi, le parlement a décidé que le gouvernement doit établir une vision à long terme, à l'horizon 2050. Il convient de travailler dans ce contexte dès l'élaboration de l'accord de gouvernement. Nous ignorons à quoi ressemblera l'avenir très concrètement. Cependant, ce que nous savons, c'est qu'opter pour une politique de 'statu quo' est une erreur. Un revirement est nécessaire, qui puisse garantir une cohérence entre nos objectifs économiques, écologiques et sociaux. Ce qui requiert un contrat sociétal renouvelé en faveur du développement durable.

Nous sommes confrontés au défi de rendre à court terme notre économie plus verte. Entretemps, le concept d'économie verte qui est utilisé par beaucoup risque peut-être de ne plus signifier grand-chose. C'est pourquoi, il est important de préciser ce que nous entendons par ce terme. À cet effet, deux caractéristiques importantes sont cruciales. Tout d'abord, la politique économique – au niveau national et international – doit être cadrée dans les limites de la capacité écologique. Une économie doit être très efficace en termes de réalisation des besoins matériels de l'humanité, mais ne peut pas mettre en danger les capacités de la planète, ni épuiser les ressources dont les générations futures auront également besoin. C'est pourquoi, les produits et les techniques de production qui pèsent trop lourd sur la capacité de notre planète, doivent être découragés. Ceci implique également que nous devons d'urgence œuvrer à une politique substantielle visant les matières premières. Nous devons non seulement opter rapidement et radicalement pour une plus grande 'efficacité des ressources', mais nous devons également veiller à réduire véritablement notre consommation de ressources. Ceci peut être fait par le biais d'une écoconception poussée et de nouveaux modèles de consommation, tels que la location, au lieu de la propriété.

D'importantes innovations en termes de production et de consommation sont non seulement indispensables, mais offrent également de nombreuses opportunités. En effet, les entreprises peuvent travailler à de nouvelles perspectives afin d'améliorer sur le long terme leur capacité concurrentielle et la rentabilité de leur production. Il convient de leur accorder une grande attention, car elles sont des sources d'emploi et doivent fournir des produits et des services durables pour alléger les besoins des citoyens et créer des richesses. Il est particulièrement positif de constater que de plus en plus de responsables des milieux économiques et sociaux plaident en faveur de cette optique et la défendent non seulement dans leur organisation, mais également lors de débats et dans les médias.

La transition que nous défendons doit être équitable et elle doit être réalisée de manière socialement harmonisée. C'est pourquoi, il est essentiel que la transition se fasse dans le cadre d'un dialogue social. Grâce, entre autres, à un enseignement et une formation de qualité, mais également à la protection sociale, il est important que l'ensemble des travailleurs puissent contribuer à rendre notre économie plus verte. Une société où les filets de sécurité sociaux sont démantelés et où le fossé entre riches et pauvres augmente, sera plus affectée par différents conflits et ne pourra jamais être une société durable. Une politique de développement durable aspire à l'harmonie et non pas au conflit.

Une transition équitable présente également une dimension Nord/Sud. Ainsi, il est inacceptable de s'emparer (littéralement) de grandes parties d'autres continents pour en exploiter de manière incontrôlée les ressources ou pour y cultiver de manière irréfléchie des céréales pour nos besoins alimentaires ou pour les biocarburants. De cette manière, nous nous exposons à des dangers écologiques majeurs et nous ôtons au Sud la possibilité d'avoir un avenir équitable.

Bien entendu, la Belgique, ou le niveau fédéral, ne peut pas aborder seule tout cela. Par conséquent, nous espérons que l'accord de gouvernement fédéral contienne l'amorce d'une collaboration renforcée en termes de contenu entre les autorités fédérale et régionales de ce pays, non pas dans un esprit de concurrence ou de surenchère, mais dans un esprit de collaboration. Nous observons avec tout autant d'attention la manière dont notre pays s'engagera dans les processus politiques qui seront lancés au niveau européen, surtout dans le cadre de la stratégie Europe 2020. En outre, la Belgique peut aussi faire elle-même des choix. En effet, à certains égards, le cadre européen n'est pas assez solide. Ainsi, la dimension sociale y est insuffisamment prise en compte et trop de choix concrets, entre autres sur le plan de l'efficacité des ressources, sont laissés aux États membres. C'est la raison pour laquelle une politique de *statu quo* est quasi inévitable.

Le concept de développement durable doit devenir un concept structurant de notre manière de penser et d'agir dans notre société. Ce concept est relativement nouveau et a véritablement été concrétisé pour la première fois lors de la grande conférence de Rio en 1992. En juin 2012, une nouvelle conférence mondiale sera organisée à Rio sur le développement durable. À cette occasion, nous verrons si la communauté mondiale a appris quelque chose en 20 ans et surtout si nous sommes disposés à donner une réponse globale et cohérente à l'ensemble des crises auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés. En effet, celles-ci sont liées et ne peuvent pas être résolues séparément. Faire les bons choix, voilà ce dont nous sommes redevables envers nos enfants et nos petits-enfants. Nous espérons que dans cette perspective le nouveau gouvernement fédéral pourra mettre sur pied un projet ambitieux et porteur d'espoir.

La présente contribution a été écrite sur la base de mon expérience de président du Conseil Fédéral du Développement Durable, et constitue mon point de vue personnel.

Theo Rombouts, président du Conseil Fédéral du Développement Durable